

complète. Deuxièmement, comme nous le laissons entendre plus haut, on pourrait former les journalistes de manière qu'ils comprennent les responsabilités particulières des médias dans le contexte d'une campagne électorale; on étudierait ainsi les questions du parti pris, de l'indépendance des rédactions, de l'égalité des temps d'antenne et ainsi de suite. Troisièmement, il devient nécessaire de prévoir une fonction de surveillance des élections dans un certain nombre de pays en développement dont les gouvernements, comme il fallait s'y attendre, soumettent les journalistes à des pressions pour qu'ils orientent les reportages dans une direction favorable à leurs intérêts.

Quatrièmement, chose encore plus inquiétante, les journalistes ont ces dernières années fait l'objet de violences et d'intimidation pendant les élections en Afrique du Sud, au Kenya et au Nigeria; l'ironie du sort veut que plus les journalistes courageux se servent d'Internet pour diffuser des informations véridiques, plus ils se trouvent en danger. Les journalistes autochtones, soutenus par des conseillers et des surveillants étrangers en matière d'élections, devraient exhorter tous les partis politiques et les instances dirigeantes de l'État à prendre l'engagement de leur permettre d'exercer leur métier en toute sécurité et sans entraves pendant les élections. L'Organisation internationale des journalistes, dans son *Election Reporting Handbook*, a énoncé en termes formels à l'intention des gouvernements aussi bien que des médias des lignes directrices et des principes propres à permettre la tenue d'élections dans les conditions les plus libres, les plus justes et les plus propres à informer les électeurs.

7. La promotion de sources nationales de nouvelles et d'information

Les Canadiens se demandent depuis longtemps comment faire en sorte que la version nationale des événements soit adéquatement exprimée dans leurs médias. De nombreux pays en développement s'inquiètent de plus en plus du même problème; cependant, alors que le Canada a pour tradition de diriger son attention plutôt vers ce qu'on appelle les biens culturels -- la radiodiffusion-télévision, les revues, le cinéma, la musique et ainsi de suite --, les pays en développement s'inquiètent plutôt du rôle dominant joué par les médias étrangers dans la diffusion de l'information qu'ils reçoivent. En effet, pratiquement toute l'information qu'ils reçoivent touchant ce qui se passe hors de leurs frontières provient de médias étrangers qui n'ont de comptes à rendre à personne sur place. Peu d'entreprises de presse ou de diffusion de ces pays peuvent se permettre de résoudre ce problème à la manière canadienne, c'est-à-dire en employant un certain nombre de correspondants, comme font la Société Radio-Canada et, dans une moindre mesure, CTV -- ou même de recourir à des correspondants à temps partiel à l'étranger. Par suite, la plupart de ces pays ne savent de ce qui se passe dans le monde que ce que leur en disent une poignée d'entreprises américaines et européennes. Les initiatives visant à créer des sources parallèles d'information, telles que le réseau